Communiqué du 1er octobre 2014

Pour que l'info continue sur LCI, sans AUCUN licenciement

Les Directions de TF1 et de LCI ont convoqué les élu(e)s à un Comité d'Entreprise extraordinaire lundi 29 septembre afin de lancer le processus de négociations autour des deux PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) prévoyant de supprimer 148 emplois dans ces deux entreprises ainsi qu'à eTF1. La Direction du groupe TF1 justifie cette restructuration en invoquant le refus du CSA d'accorder à LCI le passage à la TNT gratuite et a intenté deux recours devant le Conseil d'Etat, dont un en urgence.
Dès lors **la CGT TF1 et le SNJ-CGT de TF1 et de LCI ne comprennent pas un tel empressement à préparer des suppressions d'effectifs alors même que le Conseil d'Etat n'a pas rendu sa décision, prévue mi-**novembre (pour la procédure d'urgence).
NOUS DEMANDONS DONC LA SUSPENSION DU PSE DANS L'ATTENTE DE LA PROCHAINE DECISION DU CONSEIL D'ETAT !
Par ailleurs le projet « LCI 2015 » alternatif censé fonctionner avec moins de 80 personnes (au lieu de 247 aujourd'hui) qui a été présenté par la Direction n'a pas convaincu les organisations syndicales et a été désavoué par une majorité de salariés de LCI. A l'occasion d'une consultation les 29 et 30 septembre, 132 d'entre eux se sont prononcés contre ce projet, 5 l'ont soutenu et 15 n'ont pas exprimé d'opinion.

Depuis des mois nos organisations martèlent leur position : **LCI doit être maintenue sur la TNT payante et ce, afin de garantir la totalité des emplois et la poursuite de l'activité de chaîne d'information en continu**. Cela permettrait aussi de présenter dans un avenir proche une nouvelle demande de passage sur la TNT gratuite comme le CSA a invité le groupe TF1 à le faire. Selon les calculs établis par la Direction, **un maintien sur la TNT payante aurait entraîné 72 millions d'Euros de pertes sur cinq ans**. Le groupe TF1 prétend ne pas pouvoir se permettre de telles pertes, mais rappelons qu'il a empoché **deux milliards de bénéfices depuis 2004 et dispose de plus de 400 millions d'Euros de trésorerie** suite à la vente de 51% d'Eurosport. Ce pactole obtenu grâce au travail et aux efforts consentis par l'ensemble des salariés ne pourrait donc pas servir à les protéger et garantir leur emploi sur cinq ans ???
En outre la Direction du groupe TF1 reconnaît ne pas avoir cherché de nouveaux financements pour une distribution sur la TNT payante et refuse de donner accès aux informations nécessaires pour que d'éventuels repreneurs puissent formaliser une offre sérieuse.
Comment ne pas avoir le sentiment que les salariés sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité ?

Par ailleurs, le projet de réorganisation et de licenciements à TF1, société largement bénéficiaire, nous est présenté comme découlant de celui de LCI. La perte de compétitivité est invoquée comme justification économique du PSE. Pour nous il s'agit d'**un plan surdimensionné permettant à la Direction d'atteindre des nouveaux objectifs d'économies récurrentes**. Ces suppressions prévues dégraderont encore plus nos conditions de travail, déjà durement impactées par les mesures d'économies successives depuis 2008 et auront sans aucun doute des répercussions sur la qualité de l'information proposée par les JT de TF1.

Les salariés de LCI et TF1 refusent d'être les victimes expiatoires des erreurs stratégiques des Directions actuelle et passée. Le sort de LCI ne peut être un prétexte à de nouvelles économies drastiques mais au contraire nécessite des investissements conséquents avec un double objectif :

AUCUN LICENCIEMENT ET MAINTIEN DE L'ACTIVITE DE LCI COMME CHAINE D'INFO EN CONTINU

CGT TF1 et SNJ-CGT LCI / TF1
syndicat.cgttf1@laposte.net **notre site :www.cgt-tf1.fr** **01 41 41 12 97**
SNJ-CGT-LCI@laposte.net